

Monsieur le président, malgré la division de l'Europe qui a prévalu pendant plus de 40 ans, tous les peuples de notre continent ont toujours été conscients de leur destinée commune. Cela a été souligné par les changements énormes qui se sont produits dans une grande partie de l'Europe Centrale et de l'Europe Orientale au cours de la dernière année. Mais pour arriver à une Europe unique et unie, il reste encore beaucoup de choses à faire dans les domaines politique, économique et culturel et il est nécessaire à titre prioritaire de conclure des accords de défense et de sécurité qui pourront assurer la sécurité entière de chacun des états à un niveau minimum d'armement.

Pour construire la nouvelle Europe, nous devons être ouverts et généreux, mais nous devons également être pragmatiques. C'est pourquoi il faut que nous considérions, nous envisagions d'utiliser tous les forums existants et leurs possibilités avant de commencer à créer de nouvelles institutions qui feraient double emploi avec ces institutions existantes.

Il n'est pas possible à l'étape actuelle d'envisager la réalité et la nature de ces institutions européennes futures. Pourtant deux idées doivent être retenues.

- D'abord, c'est que la CSCE constitue le forum le plus approprié pour créer à l'heure actuelle une interdépendance et une confiance plus grandes dans les domaines de la sécurité et de la défense pour tous les états intéressés par l'avenir de l'Europe.

- La deuxième idée qu'il faut garder à l'esprit, c'est que le développement de la CEE et son évolution vers une intégration politique et économique plus grande est un processus non seulement irréversible mais également une nécessité pour la stabilité et la prospérité de l'Europe.

Nous devons nous rendre compte que nous assistons à la fin de la guerre froide et, comme dans toute autre guerre, la fin d'une guerre froide exige la révision des relations entre les états, l'ajustement des perspectives politiques, la mise sur pied de programmes de coopération et d'assistance, et peut-être la création d'institutions nouvelles pour le dialogue et la coopération ou la révision des institutions existantes.

C'est dans cette perspective que le Portugal appuie la proposition visant à convoquer un sommet de la CSCE au cours duquel la défense et la sécurité en Europe seraient renforcées politiquement de façon effective. Un sommet de la CSCE serait donc l'occasion pour les 35 états qui sont parties à cette conférence de donner un signal de leur volonté de continuer à travailler en vue d'une Europe plus stable, plus libre et nouvelle, sur la base des dix